



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Résultats et perspectives économiques trimestriels de l'Afrique

les dépenses important pour la croissance et la viabilité de la dette

Janvier-mars 2023

Messages clefs

- » La croissance mondiale devrait passer de 3,4 % en 2022 à 2,9 % en 2023.
- » La dynamique de croissance de l'Afrique reprendra sa tendance haussière en 2023, avant de se ralentir en raison de la guerre en Ukraine.
- » Selon les estimations, l'inflation en Afrique devrait diminuer en 2023 grâce au resserrement des politiques monétaires sur l'ensemble du continent, mais les effets dévastateurs d'une inflation record persisteront.
- » Huit pays africains sont en situation de surendettement, même si la dette publique moyenne devrait tomber à 62,1 % du produit intérieur brut (PIB) en 2023, contre 67,4 % en 2022.
- » Le déficit budgétaire africain est estimé à 5 % du PIB en 2022 et s'améliorera légèrement pour descendre à 4,8 % en 2023, mais restera défavorable par rapport au niveau de 4,4 % enregistré en 2019 avant la pandémie.
- » Comme les pays africains, en particulier les pays les moins avancés, ont un niveau de consommation plus élevé et des dépenses d'investissement plus faibles que les économies développées et émergentes, cette situation peut nuire à la croissance et à la viabilité de la dette.
- » La croissance reste le moyen le plus efficace pour sortir du terrain miné de la dette. Les politiques qui favorisent une plus grande allocation des ressources aux activités productives, telles que les infrastructures, la santé et l'éducation, ainsi qu'un climat plus favorable aux affaires, sont importantes pour accélérer la croissance de la productivité.

Le monde souffre d'incertitudes en raison de la guerre en Ukraine et des séquelles de la pandémie de COVID-19. La flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, l'augmentation des coûts d'emprunt, la réduction de la marge de manœuvre budgétaire et la demande croissante de dépenses en faveur des personnes vulnérables ont déconcerté les pays qui luttent encore pour se remettre de la pandémie. Selon le Fonds monétaire international (FMI) (2023), la croissance mondiale devrait passer de 3,4 % en 2022 à 2,9 % en 2023, puis remonter à 3,1 % en 2024. La réouverture brutale du marché chinois après les restrictions introduites en réponse à la pandémie offre la possibilité d'une augmentation rapide de l'activité économique, mais le conflit en Ukraine pourrait continuer de freiner la croissance économique. L'inflation mondiale devrait passer de 8,8 % en 2022 à 6,6 % en 2023 et à 4,3 % en 2024, mais elle reste supérieure aux niveaux pré-pandémiques d'environ 3,5 % (FMI, 2023). Pour lutter contre l'inflation, les banques centrales ont relevé leurs taux d'intérêt, mais le resserrement monétaire

risque d'aggraver la crise de la dette dans les pays en développement. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) estime que la dette publique moyenne devrait tomber à 62,1 % du PIB en 2023, contre 67,4 % en 2022, même si certains pays restent en situation de surendettement.

Le présent rapport fournit une analyse de l'évolution macroéconomique de janvier à mars 2023 et des perspectives pour le continent, en ce qui concerne la croissance économique, l'inflation et les politiques budgétaires et monétaires. Il présente une évaluation de la composition des dépenses publiques en Afrique, montrant que les pouvoirs publics africains affichent de dépenses de consommation plus élevées et des dépenses d'investissement plus faibles que dans les économies développées et émergentes, ce qui pourrait entraver la croissance et la soutenabilité de la dette, en particulier dans les pays les moins avancés d'Afrique. Les orientations recommandées sur la base de l'évaluation sont présentées dans la dernière section du rapport.

La dynamique de croissance a marqué le pas en 2022, pour se redresser légèrement en 2023

La dynamique de croissance en Afrique a pâti de la guerre en Ukraine, des effets persistants de la pandémie de COVID-19 et d'autres chocs. Comme le montre la figure I, le taux de croissance du PIB réel du continent pour 2022 est estimé à 3,6 %, soit 1 point de pourcentage de moins que le taux de croissance pour 2021 (4,6 %). Le taux devrait remonter à 4,1 % en 2023, avant d'atteindre 4,5 % en 2024, comme le montre le tableau 1¹. À la suite de la publication du rapport trimestriel sur les résultats et les perspectives économiques pour la période octobre-décembre 2022, la CEA a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour 2023 de 0,2 point de pourcentage, lesquelles passent de 3,9 % à 4,1 %. La hausse de la croissance, qui passe de 3,6 % en 2022 à 4,1 % en 2023, reflète la récupération progressive de l'impact de la guerre en Ukraine et la baisse modérée de l'inflation, comme le montre le tableau 1.

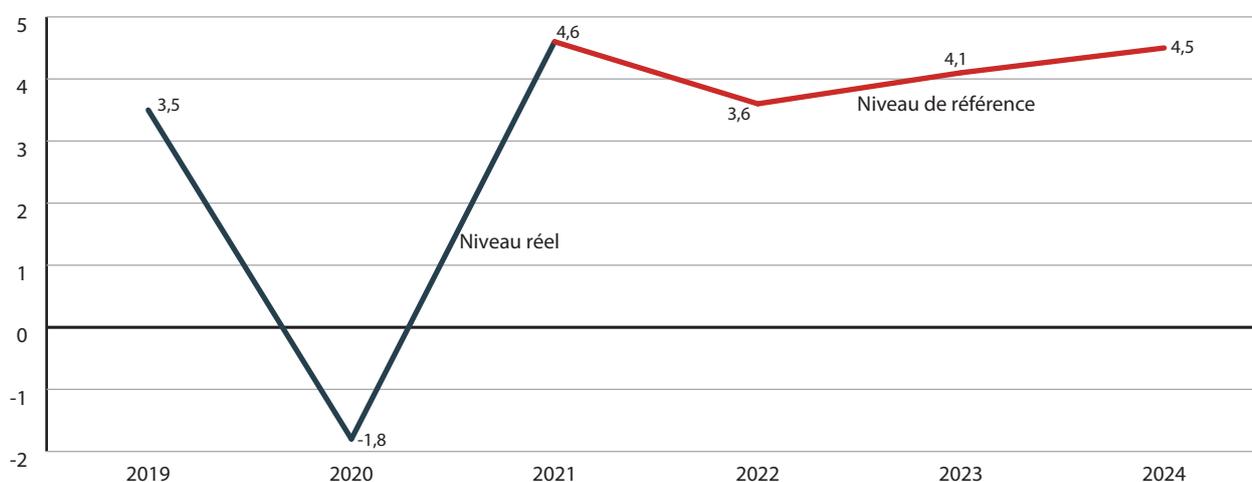
La croissance de l'Afrique en 2022 a été principalement tirée par la croissance en Afrique de l'Est, du Nord et de l'Ouest, comme le montre la figure II. Selon les estimations, la croissance en Afrique de l'Est a atteint 5,1 % en 2022 et devrait se stabiliser à peu près au même niveau en 2023 (Nations

Unies, 2023). Elle continuera d'être stimulée par le rebond de l'activité des services et de l'industrie, l'augmentation des dépenses publiques, l'accroissement des échanges commerciaux, la reprise du secteur du tourisme, le resserrement des liens régionaux dans le cadre de la Communauté d'Afrique de l'Est et l'augmentation des investissements dans les infrastructures, en particulier au Rwanda et en Ouganda. En Afrique centrale, la croissance aurait atteint 3,4 % en 2022, contre 1,4 % en 2021, et se maintiendrait à ce niveau en 2023 (Nations Unies, 2023), principalement tirée par la croissance au Cameroun et au Gabon, en raison d'une hausse des prix du pétrole couplée à une forte production intérieure dans ces deux pays (Esterhuysen, 2022).

En Afrique de l'Ouest, le Sénégal devrait continuer à connaître une amélioration remarquable de sa croissance en 2023 après le début des exportations d'hydrocarbures, qui coïncident avec la hausse des prix du gaz naturel (Nel et Davis, 2022). En raison de la faiblesse persistante du secteur pétrolier (Adegbesan, 2023), la croissance du PIB réel du Nigéria devrait toutefois passer à 3,2 % en 2022, contre 3,6 % en 2021 (Nations Unies, 2023). La croissance de la sous-région devrait augmenter légèrement, passant de 3,6 % en 2022 à 3,8 % en 2023 (Nations Unies, 2023).

La croissance en Afrique du Nord devrait passer de 3,9 % en 2022 à 4,8 % en 2023 (Nations Unies, 2023). Il convient toutefois de noter que la croissance en

Figure I : Croissance du PIB réel en Afrique, 2019–2024 (en pourcentage)



Source : estimations de la CEA, février 2023.

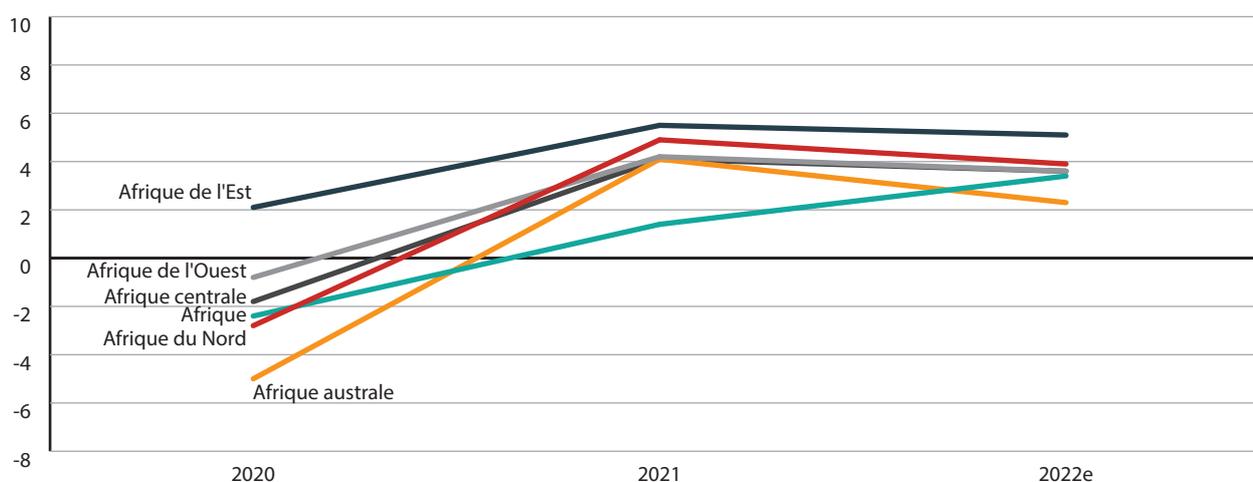
¹ Selon le FMI (2021), la croissance en Afrique devrait être de 3,8 % en 2022, descendre légèrement à 3,7 % en 2023 et augmenter à 4,2 % en 2024.

Tableau 1 : Principales variables macroéconomiques de l'Afrique, 2021-2024 (en pourcentage)

	2021	2022	2023	2024
PIB	4,6	3,6	4,1	4,5
Taux d'inflation	22,7	12,8	11,8	9,7
Ratio solde budgétaire/PIB	-5,3	-5,0	-4,8	-4,7
Ratio Dette/PIB	65,6	67,4	62,1	61,3
Balance des paiements courants	-2,4	-2,4	-2,3	-2,1

Source : estimations de la CEA, février 2023.

Figure II : Croissance du produit intérieur brut réel en Afrique par sous-région, 2020-2023 (en pourcentage)



Source : Nations Unies (2023) et estimations et prévisions de la CEA, 2023.

Afrique du Nord, à l'exclusion de la Libye, passera de 5,1 % en 2022 à 4,1 % en 2023 (Nations unies, 2023), en partie à cause de la contraction attendue dans la zone euro. Par conséquent, on s'attend à ce qu'en 2023, la demande d'exportations en provenance des pays d'Afrique du Nord diminue, que les arrivées de touristes se réduisent et que les envois de fonds des travailleurs émigrés diminuent. L'Algérie, le Maroc et la Tunisie ressentiront le plus les effets du ralentissement, car ils réalisent plus d'échanges avec la zone euro que les autres pays de la sous-région (Fitch Solutions, 2022).

Une croissance atone est attendue dans la plupart des pays d'Afrique australe, notamment en Afrique du Sud, la plus grande économie de la sous-région, où la croissance devrait atteindre 2,5 % en 2022 (Nations Unies, 2023). Au cours de l'année écoulée, le pays s'est efforcé de résoudre un certain nombre de problèmes persistants, notamment des contraintes d'infrastructure dans les secteurs de

l'électricité et des transports, un taux de chômage élevé, un resserrement de la politique monétaire et une inflation élevée. En outre, l'atonie de la demande extérieure induite par les récessions attendues dans la zone euro et aux États-Unis d'Amérique pourrait entraîner une baisse des exportations réelles de l'Afrique du Sud en 2023, faisant de l'économie sud-africaine l'économie à la croissance la plus lente parmi les principales économies africaines cette année-là (Nel et Davis, 2022). Le taux de croissance de l'Afrique australe devrait se maintenir à 2,3 % en 2023 (Nations Unies, 2023).

L'inflation devrait diminuer en 2023

La part des pays africains connaissant une inflation à deux chiffres a grimpé à 40 % en 2022, principalement en raison des perturbations de la

chaîne d'approvisionnement causées par la guerre en Ukraine, qui a renchéri les denrées alimentaires et l'énergie de première nécessité. Par ordre décroissant, l'Éthiopie, le Ghana, la Sierra Leone et l'Angola ont enregistré des taux d'inflation parmi les plus élevés du continent en 2022 et ils resteront à des niveaux élevés à court terme, comme le montre la figure III. Comme le montre le tableau 1, le taux d'inflation moyen en Afrique devrait se situer à 12,8 % en 2022, avant de diminuer légèrement, à 11,8 % en 2023, et devrait encore baisser à 9,7 % en 2024.

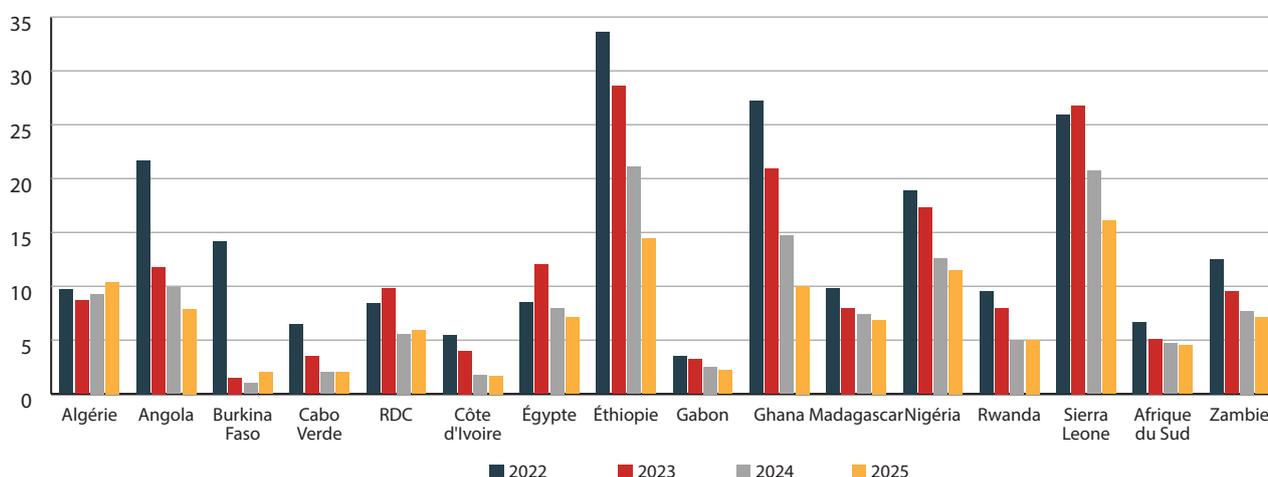
Ces dernières années, l'inflation en Afrique a été moins alimentée par l'activité intérieure que par des facteurs externes, notamment la flambée des prix mondiaux des produits de base, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale causées par la pandémie de COVID-19, la crise en Ukraine et d'autres chocs, ainsi que les fluctuations des taux de change. Selon la Banque africaine de développement (2023), en janvier 2023, 29 monnaies africaines se sont dépréciées annuellement par rapport au dollars des États-Unis. En raison de la guerre en Ukraine, de la baisse de la demande extérieure, des pressions sur les prix intérieurs et du resserrement continu des politiques monétaires dans les pays développés pour endiguer l'inflation, les économies africaines pourraient continuer à souffrir de la faiblesse des taux de change en 2023. L'augmentation rapide des coûts d'emprunt, le poids du service de la dette, l'instabilité électorale et l'insécurité alimentaire

constituent donc des risques importants (Nations Unies, 2023).

Depuis mai 2022, le shilling kényan s'est fortement déprécié et a perdu près de 15 % de sa valeur par rapport au dollar (Clynch, 2023). Le cedi ghanéen, la monnaie la moins performante d'Afrique en 2022, s'est déprécié d'environ 40 % cette année-là et s'est encore affaibli de 20 % jusqu'à présent en 2023 (Groupe de la Banque mondiale, 2023). De janvier à avril 2023, le dollar zimbabwéen s'est déprécié de 35 % par rapport au dollar des États-Unis (Reserve Bank of Zimbabwe, 2023) et, entre janvier et mars 2023, le rand sud-africain a reculé de près de 7 % (South African Reserve Bank, 2023). La dépréciation de la monnaie a contribué à une hausse de l'inflation à court terme.

En raison des pressions inflationnistes, environ deux tiers des pays africains ont augmenté leurs taux d'intérêt directs nationaux en 2022, et certains continuent à relever leurs taux en 2023. En avril 2023, les taux d'intérêt ont été relevés au Malawi de 18 à 22 %, ce qui a constitué la plus forte augmentation en Afrique en 2023 à ce moment-là et la plus forte augmentation au Malawi depuis octobre 2022, alors que l'inflation devrait rester élevée (Vanek, 2023). Le 30 mars 2023, l'Afrique du Sud a relevé son principal taux d'intérêt débiteur de plus de 50 points de base que prévu, pour le porter à 7,75 %, afin de freiner l'inflation (Acharya, Gumbi et Miridzhanian, 2023). Le resserrement de la politique monétaire sur l'ensemble du continent

Figure III : Taux d'inflation annuel dans certains pays africains, 2020-2025 (en pourcentage)



Source : FMI (2022).

devrait atténuer les pressions inflationnistes en 2023, et l'analyse montre que les récentes augmentations des taux d'intérêt réels devraient être temporaires. Lorsque l'inflation est maîtrisée, il y a des chances que les banques centrales des économies avancées assouplissent leurs politiques monétaires et ramènent les taux d'intérêt réels vers les niveaux d'avant la pandémie (Natal et Barret, 2023). La Banque centrale européenne et la Réserve fédérale ont relevé leurs taux d'intérêt de 0,25 point de pourcentage en mai 2023 et la Banque centrale européenne a indiqué qu'elle suspendrait les hausses à court terme (Deutsche Welle, 2023).

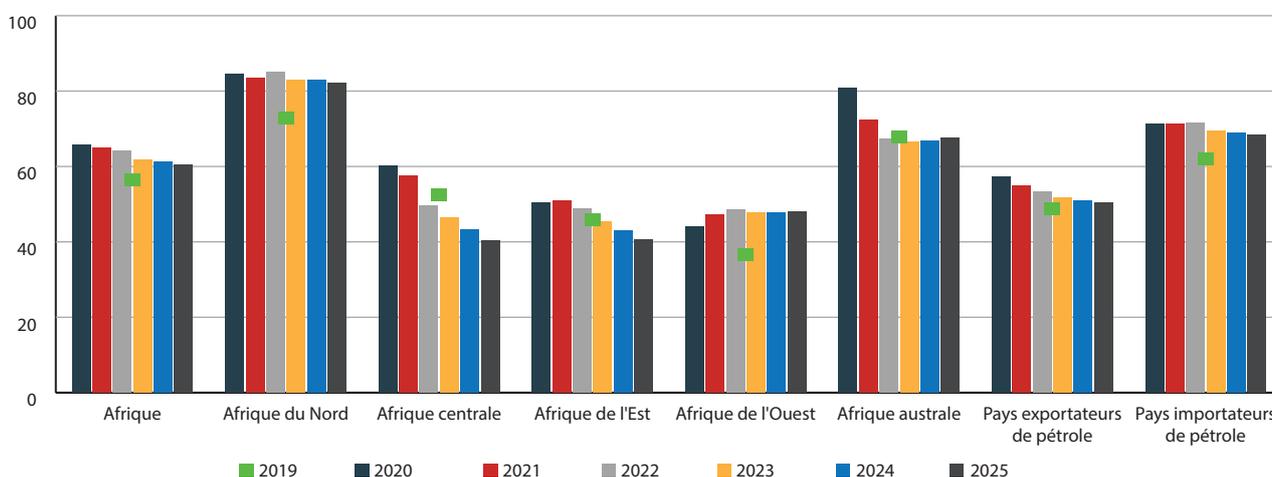
Les conditions budgétaires et d'endettement restent sombres

Le déficit budgétaire du continent, estimé par la CEA à 5 % du PIB en 2022, reste défavorable par rapport aux niveaux d'avant la pandémie (4,4 % en 2019), mais devrait s'améliorer légèrement pour se ramener à 4,8 % en 2023, comme le montre le tableau 1. La situation budgétaire de l'Afrique reste compromise en raison de la guerre en Ukraine et des efforts déployés par les gouvernements pour protéger les vies et les moyens de subsistance pendant la pandémie de COVID-19.

Partout dans le monde, les gouvernements ont dépensé davantage ces dernières années, d'abord dans des domaines tels que les services de santé publique, les programmes de soutien aux entreprises et les filets de sécurité sociale pour les particuliers afin de lutter contre les effets immédiats de la pandémie de COVID-19, et ensuite dans les subventions alimentaires et pétrolières pour les ménages vulnérables, afin de réduire les pressions inflationnistes déclenchées par la crise en Ukraine depuis 2022. Les pays africains, en particulier, mobilisent des ressources supplémentaires pour financer ces dépenses.

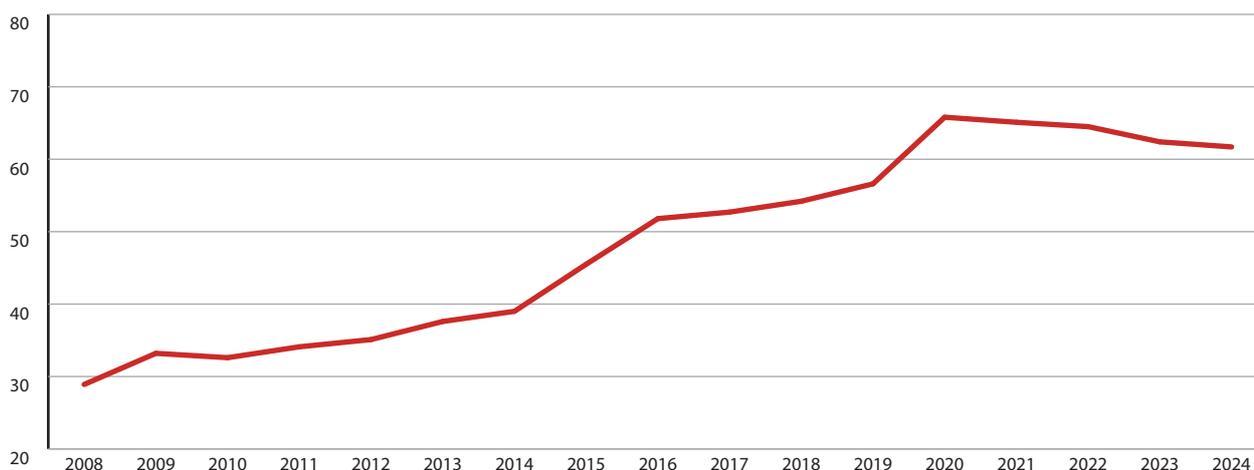
La dette publique brute moyenne en Afrique a augmenté pour atteindre 67,4 % du PIB en 2022 et baissera probablement à 62,1 % en 2023, mais restera supérieure aux niveaux d'endettement d'avant la pandémie, comme le montre le tableau 1. Les pays importateurs de pétrole auront des niveaux d'endettement beaucoup plus élevés que les pays exportateurs de pétrole entre 2023 et 2025, comme le montre la figure IV. Le Soudan, l'Érythrée, Cabo Verde, le Mozambique, le Zimbabwe, Maurice, l'Égypte et la Tunisie, par ordre décroissant, figurent parmi les pays du continent dont les niveaux de dette publique sont nettement plus élevés que ceux des autres pays africains en 2022 (FMI, 2022). Selon le FMI (2023a), au 28 février 2023, 8 pays africains étaient en situation de surendettement, soit 2 de plus qu'en 2021, mais 1 de moins qu'en 2022, et 13 pays

Figure IV : Dette publique brute dans les sous-régions et groupes de pays africains, 2019-2025 (en pourcentage du PIB)



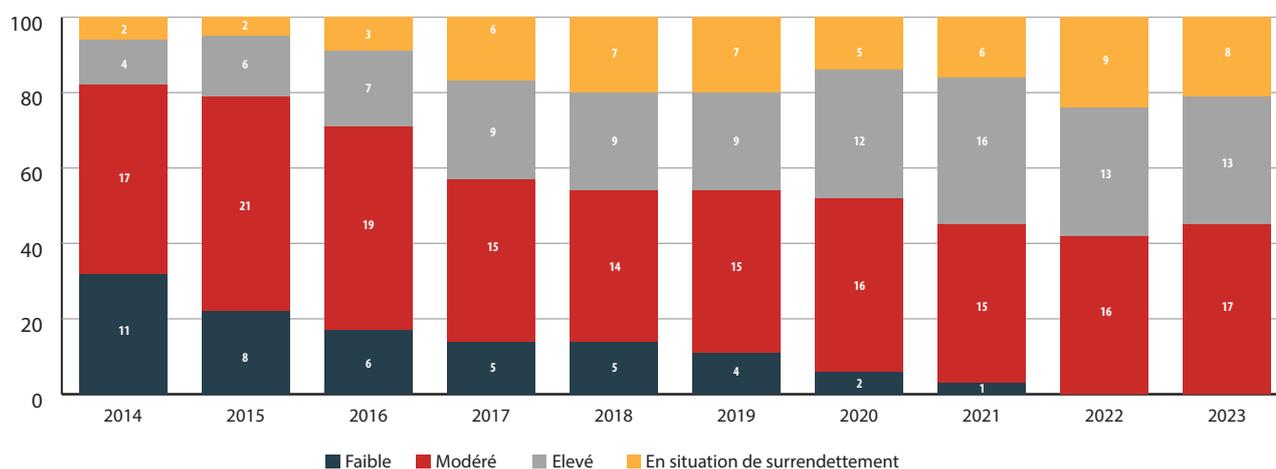
Source : FMI (2022).

Figure V : Dette brute des administrations publiques en Afrique, 2000-2023
(en pourcentage du PIB)



Source : FMI (2022).

Figure VI : Nombre de pays africains à faible revenu menacés de surendettement ou en situation de surendettement au 28 février 2023, par niveau de risque



Source : FMI (2023a).

présentaient un risque élevé de surendettement, comme le montre la figure VI. Compte tenu des taux d'intérêt élevés et de la faiblesse des monnaies par rapport au dollar, un certain nombre de pays africains rencontreront des difficultés à assurer le service et le renouvellement d'un volume important de dettes. La CEA (2022) estime qu'en 2023, le remboursement du principal d'au moins 2,7 milliards de dollars sur les euro-obligations émises par les pays africains sera exigible.

La combinaison de niveaux d'endettement élevés, résultant de la pandémie, d'une croissance plus faible et de coûts d'emprunt plus élevés exacerbe la vulnérabilité de ces économies, en particulier

celles qui ont d'importants besoins de financement en dollars à court terme.

Impact des dépenses publiques sur la croissance et la soutenabilité de la dette

La dette publique est une source importante de financement pour la plupart des pays en développement. Elle a principalement servi à compléter les sources de revenus locales destinées au développement. Ces dernières années, les pays africains ont contracté une dette publique pour faire face aux effets de la pandémie de COVID-19

et à d'autres chocs qui se chevauchent, ce qui a mis à rude épreuve des ressources financières déjà réduites. Même s'il serait inexact d'affirmer que l'accumulation de la dette a commencé pendant la pandémie, la dette contractée pendant cette période pourrait bien être la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Selon Estevão et Essl (2022), l'accumulation de la dette publique en Afrique a commencé bien avant la pandémie de COVID-19, comme le montre la figure V. Dans un échantillon de 65 pays en développement, dont 33 pays africains, entre 2011 et 2019, la dette publique a augmenté de 18 pour cent du PIB en moyenne, et de beaucoup plus dans certains cas. Selon une étude du groupe de la Banque mondiale sur la soutenabilité de la dette dans 65 pays en développement, les déficits primaires soutenus, ou la différence entre le déficit budgétaire de l'exercice en cours et le paiement des intérêts devant être acquittés au cours de l'exercice précédent, ont été les principaux contributeurs à la dette publique de ces pays. Cela signifie que les pays dépensaient plus qu'ils ne pouvaient se le permettre.

Bien que la capacité de mobilisation des recettes intérieures de l'Afrique pendant la période actuelle de chocs simultanés et son importance pour le développement et le remboursement de la dette fassent l'objet d'un débat approfondi, on accorde moins d'attention à la manière dont les ressources existantes ont été dépensées et à la destination des recettes publiques et de la dette publique. L'amélioration de l'efficacité des dépenses pourrait stimuler la croissance et garantir que les fonds sont utilisés pour financer des projets productifs qui génèrent une croissance et des complémentarités suffisantes pour rembourser la dette actuelle et future.

Les dépenses publiques relèvent fortement des décisions stratégiques. Comme Waweru (2021) l'a souligné, selon l'école de pensée keynésienne, les dépenses publiques peuvent contribuer positivement à la croissance économique et conduire à des augmentations de l'emploi grâce à des effets multiplicateurs sur la demande globale. Des études d'auteurs comme Bose et autres (2007),

Waweru (2021), Le et Suruga (2006) et Mo (2007) montrent que les dépenses publiques récurrentes dans les pays en développement et développés, y compris en Asie, ont un impact négatif sur la croissance économique, alors que les dépenses publiques en capital contribuent à la croissance économique. Mo (2007) a montré que le fait de consacrer 1 % seulement des dépenses publiques à l'investissement en capital peut stimuler la croissance de 0,38 point de pourcentage.

Certaines études empiriques ne corroborent pas la théorie selon laquelle la croissance économique est affectée négativement par les dépenses publiques récurrentes, mais positivement par les dépenses publiques en capital. De nombreuses études ont montré que l'influence des dépenses publiques récurrentes sur le taux de croissance est ambiguë ou insignifiante. Certaines recherches indiquent que les dépenses publiques au niveau global ne semblent pas avoir une influence majeure sur la croissance réelle de l'économie. Diamond (1990) affirme que la fourniture de services de santé et d'éducation de base, qui est souvent considérée comme de la consommation, peut augmenter la productivité de la main-d'œuvre. Une telle fourniture pourrait donc stimuler le PIB et contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable 3 et 4.

Les études menées sur le sujet en Afrique révèlent diverses relations entre les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital, d'une part, et la croissance économique, d'autre part. Au Nigéria, Aluthge, Jibir et Abdu (2021) ont constaté que, si les dépenses récurrentes n'affectent pas de manière significative la croissance économique à court ou à long terme, les dépenses en capital affectent positivement et de manière significative la croissance économique à court et à long terme. Des résultats similaires ont été rapportés par Kolawole et Odubunmi (2015) pour le Nigéria, par Nyarko-Asomani et autres (2019) pour le Ghana et par Gebreyesus (2022) pour l'Éthiopie. Les chercheurs ont en général conclu que les gouvernements devraient augmenter la part globale des dépenses en capital.

Toutefois, les dépenses en capital en Afrique sont actuellement limitées, en raison des effets persistants des récents chocs simultanés. Un défi notable pour les pays africains, que de nombreux pays d'autres régions en développement du monde partagent, est le service de la dette, qui représente une forte proportion des dépenses budgétaires et qui détourne l'attention de l'investissement en capital critique.

La composition des dépenses publiques en Afrique montre que les investissements en capital sont faibles, en particulier dans les pays les moins avancés

En raison du manque de moyens pour collecter des recettes, les dépenses publiques en Afrique restent relativement faibles et les dépenses en capital sont particulièrement limitées, comme le montre le tableau 2. La comparaison des dépenses publiques et de leur composition entre l'Afrique, l'Union européenne et l'Amérique latine et les Caraïbes entre 2019 et 2021 montre que les dépenses publiques totales en pourcentage du PIB en Afrique sont nettement inférieures à celles de l'Union européenne et même de certaines autres régions en développement, comme l'Amérique latine et les Caraïbes ; les dépenses publiques moyennes en capital en Afrique sont inférieures aux dépenses publiques de consommation dans cette région; dans l'Union européenne, les

dépenses d'investissement représentent une part beaucoup plus importante du budget que les dépenses de consommation ; en Amérique latine et dans les Caraïbes, les deux composantes sont plus ou moins similaires ; et, en 2020, lorsque la pandémie a commencé, l'Europe et l'Amérique latine et les Caraïbes ont dépensé davantage en consommation et en dépenses d'investissement, principalement pour les soins de santé, les vaccinations, les subventions et les infrastructures de soins de santé, tandis que les niveaux de dépenses publiques en Afrique sont restées largement comparables à ceux d'avant la pandémie. Une analyse plus poussée de la composition des dépenses publiques en Afrique, présentée à l'annexe 1, corrobore ces conclusions et montre que l'absence de dépenses en capital est particulièrement répandue dans les pays les moins avancés.

Les données concernant la composition des dépenses publiques en Afrique et en Europe entre 2000 et 2021 (figures I et II, annexe I) révèlent que les dépenses publiques totales en pourcentage du PIB dans l'Union européenne s'élevaient à environ 50 %, dont plus de 30 % de dépenses en capital et moins de 20 % de dépenses de consommation publique. En Afrique, cependant, les dépenses publiques totales ont oscillé autour de 25 % du PIB, dont la part des dépenses en capital, d'environ 10 %, a presque toujours été inférieure à la part des dépenses de consommation. En général, en Afrique, les pays les moins avancés, tels que classés par les Nations Unies dans *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2023*, dépensent beaucoup moins en biens d'équipement, comme le montre la figure III, annexe I, principalement en raison d'une

Tableau 2: Composition des dépenses publiques par groupe régional, 2019-2021 (en pourcentage du PIB)

	2019			2020			2021		
	Consommation	Capital	Total	Consommation	Capital	Total	Consommation	Capital	Total
Afrique	13,1	11,1	24,2	13,5	11,6	25,1	12,5	12,0	24,5
Union européenne	20,6	25,9	46,5	22,4	30,4	52,7	22,0	29,4	51,4
Amérique latine et Caraïbes	16,0	15,1	31,1	17,0	17,5	34,5	15,9	15,4	31,3

Source : Calculs de la CEA basés sur FMI (2022) et Banque mondiale (2023a).

Note : Consommation, dépenses de consommation des administrations publiques ; Capital, dépenses en capital du gouvernement ; Total, dépenses totales des administrations publiques.

faible mobilisation des ressources. Cependant, même si ces pays maximisent leur collecte de recettes, il se peut qu'ils n'en aient toujours pas assez pour répondre aux besoins de financement du développement.

L'analyse de cinq pays les moins avancés d'Afrique, à savoir le Burundi, la République démocratique du Congo, le Mali, le Mozambique et le Zimbabwe, dont le PIB par habitant était parmi les plus bas du monde en 2022, est présentée dans les figures I à V de l'annexe II, où l'on peut voir d'autres exemples de distorsion des dépenses publiques. La chute brutale des dépenses d'investissement au Burundi en 2015 a entraîné une forte contraction du PIB réel, mais les dépenses de consommation n'ont que légèrement baissé. Au Zimbabwe, la croissance du PIB réel a connu une hausse considérable d'environ 20 % en 2010, mais cette croissance ne s'est pas traduite par des dépenses en capital ou des investissements, mais plutôt par des dépenses de consommation. Le taux de croissance a diminué après 2010. Le Mali a connu une contraction du PIB réel de 1,8 % en 2012, alors que les dépenses d'investissement ont pratiquement disparu et que les dépenses de consommation sont demeurées élevées et stables. Dans chacun des cinq pays analysés, les dépenses en capital sont restées nettement inférieures aux dépenses de consommation, et les relations entre la croissance du PIB et les dépenses en capital étaient similaires à celles décrites dans les études mentionnées ci-dessus. L'analyse d'autres pays africains ayant le PIB par habitant le plus bas du monde en 2022 montre également que les dépenses publiques d'investissement dans ces pays étaient nettement inférieures aux dépenses courantes.

Recommandations

La dette publique peut être un outil puissant de soutien au développement durable si elle est utilisée judicieusement et dans une perspective à long terme. Néanmoins, les pays en développement doivent continuer à explorer les moyens de renforcer leur position budgétaire et de réduire le surendettement à court terme.

La croissance économique peut freiner l'accumulation de la dette publique. Estevão et Essl (2022) ont rapporté qu'entre 2011 et 2019, dans un échantillon de 65 économies en développement, le développement économique s'est traduit par une réduction de la dette publique équivalente à près de 12 % du PIB. La tendance actuelle va toutefois dans la direction opposée : les économies africaines ne devraient croître que de 3,6 % en 2022, la croissance devrait rester inférieure à 4,5 % dans les années à venir et les taux d'intérêt devraient augmenter pour lutter contre l'inflation. La croissance économique reste le meilleur moyen d'échapper au piège de la dette. Les politiques qui favorisent une meilleure allocation des ressources et un meilleur environnement commercial, telles que la numérisation et l'amélioration des cadres réglementaires, sont essentielles pour accélérer le développement de la productivité. Les gouvernements devraient profiter de crises telles que la pandémie de COVID-19 pour accélérer les réformes structurelles importantes.

Il existe une marge de manœuvre considérable pour améliorer encore l'efficacité des dépenses publiques. La croissance du PIB réel ne peut être maintenue par des dépenses récurrentes massives et une expansion budgétaire financée par la dette en l'absence d'investissements suffisants. Les gouvernements devraient essayer d'arrêter les fuites et le gaspillage dans les finances publiques nationales afin de maintenir la part des dépenses de consommation courantes à un niveau raisonnable, y compris en fusionnant les organismes publics qui servent des objectifs similaires. Les gouvernements devraient soigneusement réaffecter les ressources à des activités productives, telles que les infrastructures, les soins de santé et l'éducation, qui feraient progresser le développement humain, afin d'améliorer les schémas de dépenses pour les dépenses courantes. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (2019) estime que les économies de la région Asie-Pacifique pourraient réaliser des économies budgétaires allant jusqu'à 30 % des dépenses publiques en matière de soins de santé et d'éducation. Les économies potentielles sur les investissements en infrastructures pourraient être encore

plus importantes si les projets étaient mieux préparés, choisis et mis en œuvre. Avec des dépenses publiques plus efficaces, ces économies potentielles pourraient alors être réorientées vers le financement d'investissements supplémentaires dans le développement durable ou vers la réduction de la dette souveraine.

Les pays africains, en particulier les pays les moins avancés, doivent améliorer la composition des dépenses publiques. Il est logique de mener une politique visant à augmenter les dépenses publiques en capital pour promouvoir la croissance économique et à réduire les dépenses courantes. Il pourrait être encore plus difficile d'investir dans des projets d'équipement si les pays africains continuent de devoir investir davantage dans les dépenses courantes pour faire face aux effets immédiats des chocs. L'assainissement des finances publiques, notamment par un meilleur ciblage des subventions et des transferts publics, est également nécessaire.

Les améliorations de la politique budgétaire doivent être accélérées. L'amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale, par exemple, est un excellent point de départ, mais les gouvernements devraient s'efforcer d'élargir les assiettes fiscales de manière à promouvoir, plutôt qu'à restreindre, la croissance à long terme.

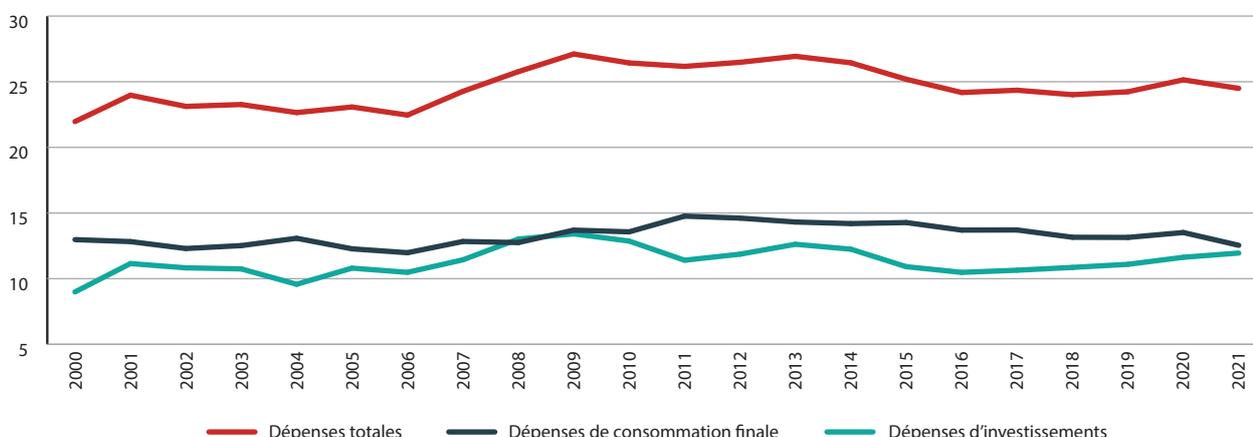
Cet objectif peut être atteint en améliorant les régimes fiscaux, notamment en augmentant les taxes sur les activités qui entravent la croissance durable et nuisent à la santé publique, telles que les émissions de carbone et le tabagisme (Estevão et Essl, 2022). Des mesures telles que la déclaration électronique des revenus et la simplification des systèmes fiscaux peuvent également contribuer à améliorer l'efficacité et à réduire les exonérations.

Étant donné que les gouvernements africains ont des recettes intérieures limitées et un niveau élevé de dette publique accumulée, et que davantage de dépenses de consommation sont nécessaires pour atténuer le coût élevé de la vie pour les ménages les plus vulnérables à court terme en raison des effets combinés de la pandémie de COVID-19 et de la crise en Ukraine, il pourrait y avoir davantage d'emprunts dans les années à venir. La destination de la dette devrait être contrôlée plus efficacement et la dette devrait être utilisée de la manière la plus productive afin de générer des rendements plus élevés qui peuvent être utilisés pour le remboursement. Une stratégie efficace de gestion de la dette est nécessaire pour maintenir la durabilité des économies africaines. La communauté internationale doit apporter son aide en renforçant les initiatives mondiales qui facilitent la restructuration de la dette.

Annexes

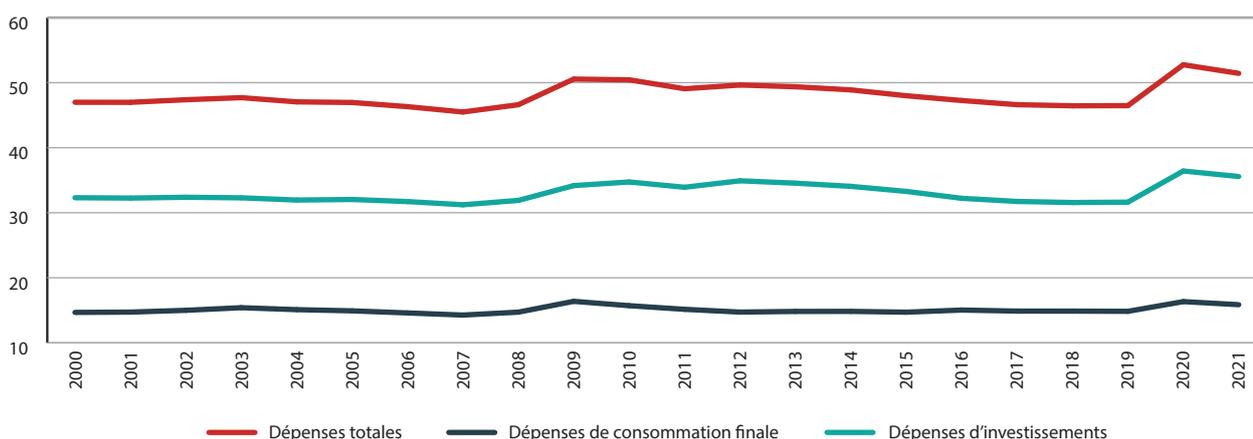
I. Composition des dépenses publiques en Afrique, en Europe et dans les pays africains les moins avancés

Figure I : Dépenses publiques africaines par type, 2000-2021 (en pourcentage du PIB)



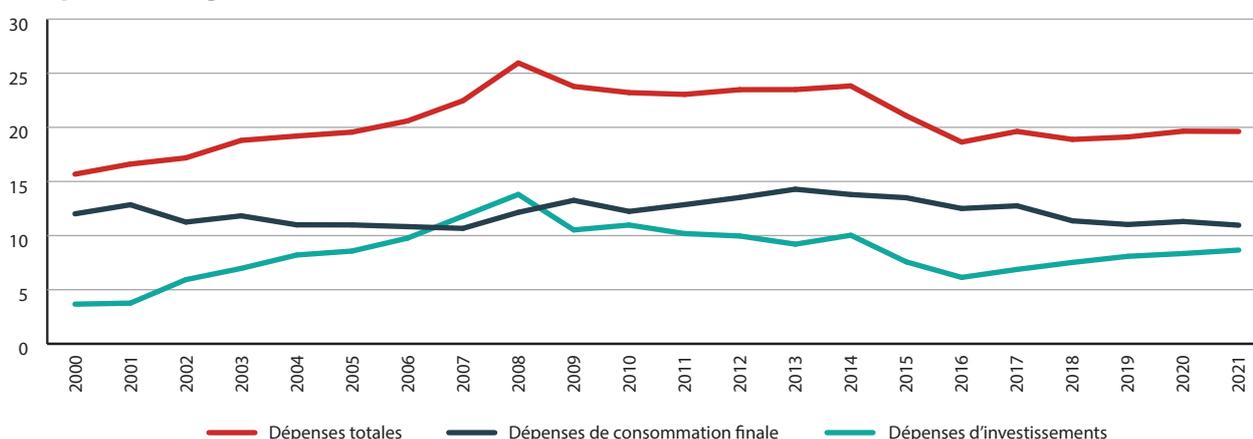
Source : Fonds monétaire international (2022) et Banque mondiale (2023a).

Figure II : Dépenses publiques européennes par type, 2000-2021 (en pourcentage du PIB)



Source : Fonds monétaire international (2022) et Banque mondiale (2023a).

Figure III : Dépenses publiques des pays africains les moins avancés^a par type, 2000-2021 (en pourcentage du PIB)

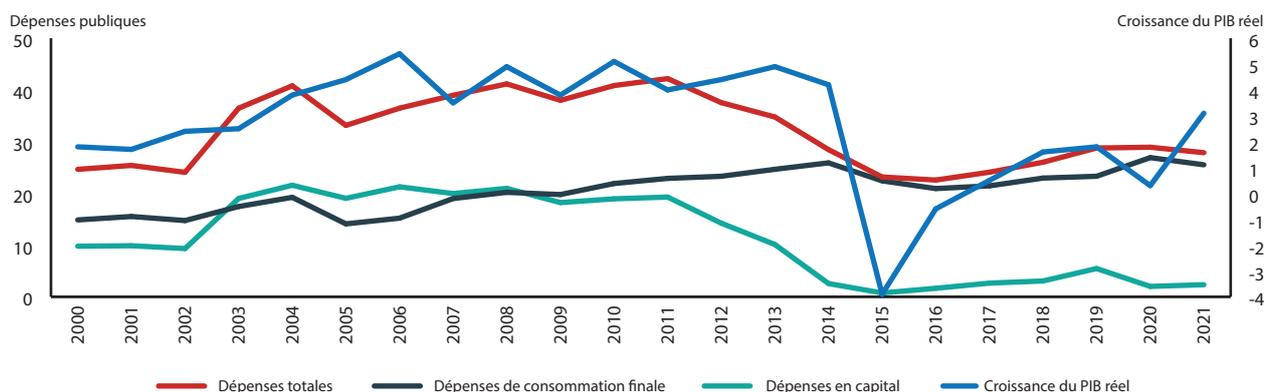


Source : Fonds monétaire international (2022) et Banque mondiale (2023a).

^a par classification des Nations Unies dans Situation et perspectives de l'économie mondiale 2023.

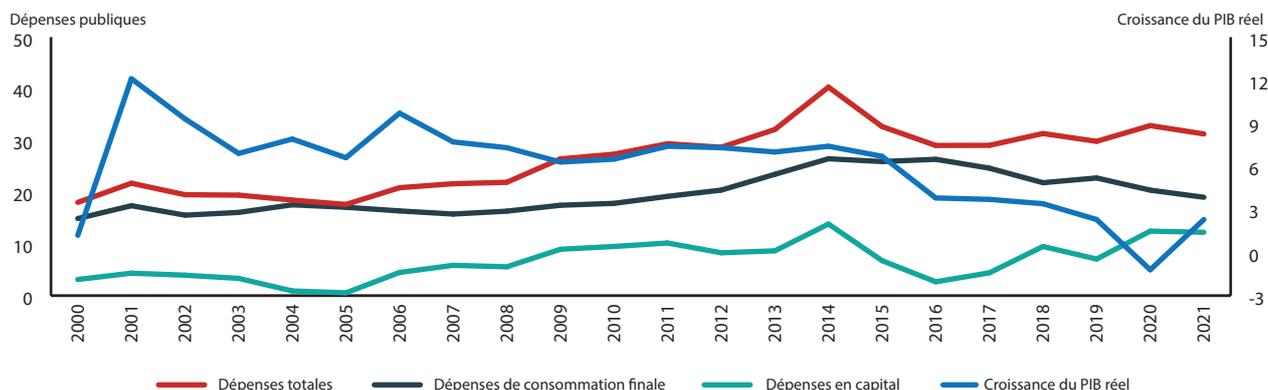
II. Composition des dépenses publiques dans certains pays africains

Figure I : Dépenses publiques par type, en pourcentage du PIB, et croissance du PIB réel au Burundi, 2000-2021 (en pourcentage)



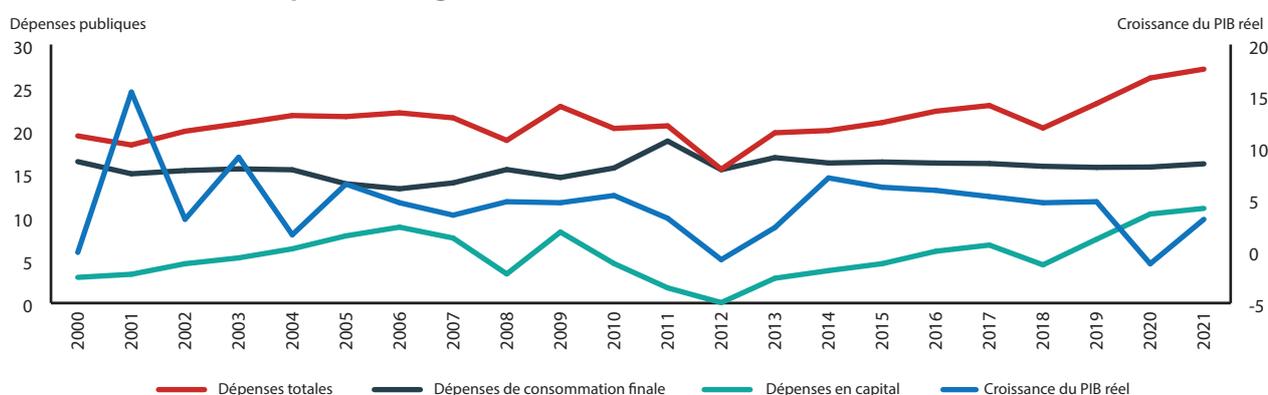
Source : Fonds monétaire international (2022) et Banque mondiale (2023a).

Figure II : Dépenses publiques par type, en pourcentage du PIB, et croissance du PIB réel en République démocratique du Congo, 2003-2021 (en pourcentage)



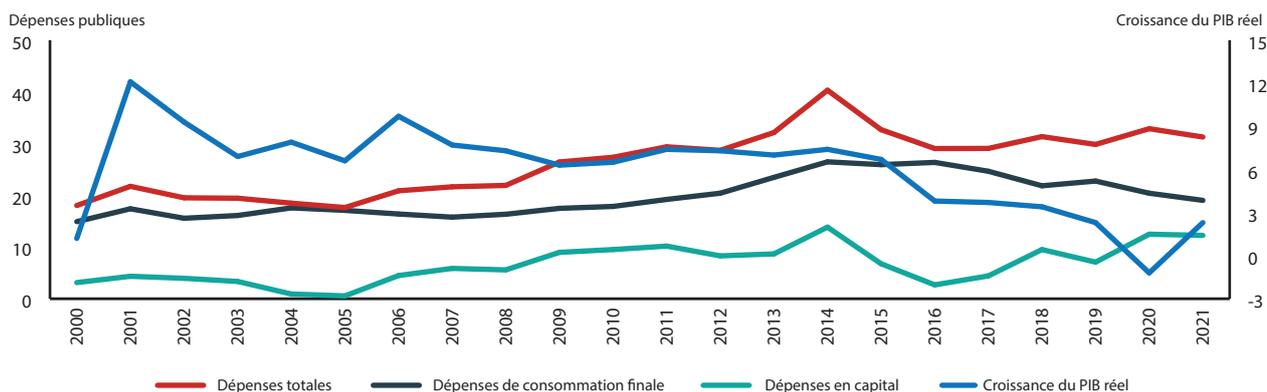
Source : Fonds monétaire international (2022) et Banque mondiale (2023a).

Figure III : Dépenses publiques par type, en pourcentage du PIB, et croissance du PIB réel au Mali, 2000-2021 (en pourcentage)



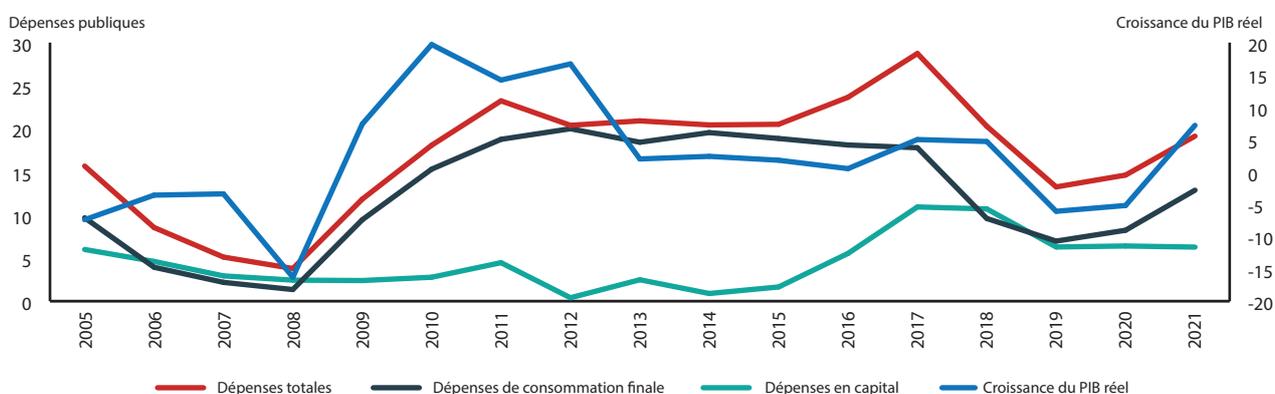
Source : Fonds monétaire international (2022) et Banque mondiale (2023a).

Figure IV : Dépenses publiques par type, en pourcentage du PIB, et croissance du PIB réel au Mozambique, 2000-2021 (en pourcentage)



Source : Fonds monétaire international (2022) et Banque mondiale (2023a).

Figure V : Dépenses publiques par type, en pourcentage du PIB, et croissance du PIB réel au Zimbabwe, 2005-2021 (en pourcentage)



Source : Fonds monétaire international (2022) et Banque mondiale (2023a).

Références

- Acharya, Bhargav, Kopano Gumbi et Anait Miridzhanian (2023). South Africa surprises with bigger rate hike than forecast. Reuters, 30 mars.
- Adegbesan, Elizabeth (2023). World Bank downgrades Nigeria's 2023 growth to 2.9 %. Vanguard, 11 janvier. <https://www.vanguardngr.com/2023/01/world-bank-downgrades-nigerias-2023-growth-to-2-9/>.
- Banque africaine de développement (2022). African Development Bank predicts economic slowdown in East Africa in 2022, but bounce back in 2023, 16 novembre 2022.
- _____ (2023). *Africa and Global Economic Trends: January 2023*. Disponible à l'adresse : www.afdb.org/en/documents/africa-and-global-economic-trends-january-2023.
- Aluthge, Chandana, Adamu Jibir et Musa Abdu (2021). Impact of government expenditure on economic growth in Nigeria, 1970–2019. *Central Bank of Nigeria Journal of Applied Statistics*, vol. 12. No.1 (juin).
- Bose, Niloy, M. Emranul Haque et Denise R. Osborn (2007). Public expenditure and economic growth: a disaggregated analysis for developing countries. *The Manchester School*, vol. 75, n° 5 (septembre).
- Clynch, Harry (2023). Is there any stopping the decline of the Kenyan shilling? *African Business*, 14 avril.
- Deutsche Welle (2023). ECB raises key interest rate to 3.75%, 4 Mai.
- Commission économique pour l'Afrique (2022). Africa debt project database, Eurobond section. Consulté le 4 mars 2023.
- Estevão, Marcello et Sebastian Essl (2022). When the debt crises hit, don't simply blame the pandemic. Groupe de la Banque mondiale, 28 juin.
- Fitch Solutions (2022). Another challenging year for North African economies, 9 novembre.
- Diamond, Jack (1990). Government expenditure and growth: how does the level and composition of such expenditure affect aggregate economic growth? Résultats d'une étude portant sur 38 pays. Finance and Development, décembre. Disponible à l'adresse suivante : www.elibrary.imf.org/downloadpdf/journals/022/0027/004/article-A011-en.pdf.
- Esterhuysen, Leeuwner (2022). Higher oil prices to benefit Cameroonian and Gabonese exports. Talking point, Central Africa. Oxford Economics.
- Fonds monétaire international (2021). " Perspectives de l'économie mondiale (avril 2023) : real GDP growth", IMF DataMapper. Disponible sur www.imf.org/external/datamapper/NGDP_RPCH@WEO/OEMDC/ADVEC/WEOORLD. Consulté le 2 juin 2023.
- _____ (2022). Base de données des Perspectives de l'économie mondiale, édition d'octobre 2022. Disponible à l'adresse suivante : www.imf.org/en/Publications/WEO/weo-database/2022/October. Consulté le 25 avril 2023.
- _____ (2023a). Liste d'analyse de la viabilité de la dette. Disponible à l'adresse : www.imf.org/external/Pubs/ft/dsa/DSAlist.pdf. Consulté le 16 mars 2023.
- _____ (2023b). World Economic Outlook Update: inflation peaking amid low growth. Washington D.C., janvier.
- Gebreyesus, Samuel Atsibha (2022). The impact of government expenditure budget on economic growth in the case of Ethiopia. *Journal of Economic and Social Development*, vol. 9, n° 1 (mars).
- Jittungsakul, Wuttipong (2014). Elements of expenditure policy and expenditure forecasting. Document présenté à l'atelier sur l'analyse et les prévisions budgétaires. Bangkok, juin.

Kolawole, Bashir Olayinka, et Sunkanmi Ayoola Odubunmi (2015). Government capital expenditure, foreign direct investment, and economic growth relationship in Nigeria. *Mediterranean Journal of Social Sciences*, vol. 6, n° 4, supplément 3 (août).

Le, Manh Vu, et Terukazu Suruga (2006). Foreign direct investment, public expenditure and economic growth: the empirical evidence for the period 1970–2001. *Applied Economics Letters*, vol. 12, n° 1.

Feldman, Charles, et al. (2020). External debt and economic growth in Sub-Saharan Africa: Does governance matter? *Public Library of Science*, vol. 17, No.3.

Mo, Pak Hung (2007). Government expenditures and economic growth: the supply and demand sides. *Fiscal Studies*, vol. 28, n° 4.

Natal, Jean-Marc et Philip Barrett (2023). Interest rates likely to return toward pre-pandemic levels when inflation is tamed. Blog du FMI, 10 avril.

Nel, Jacques et Callee Davis (2022). Africa in 2023: where will growth come from? Research briefing, Africa. Oxford Economics.

Nyarko-Asomani Abel, Vijay Bhasin et Peter Aglobitse (2019). Government capital expenditure, recurrent expenditure and economic growth in Ghana. *Ghanaian Journal of Economics*, vol. 7, n° 1.

Onifade, Stephen Taiwo, et autres (2020). An empirical retrospect of the impacts of government expenditures on economic growth: new evidence from the Nigerian economy. *Journal of Economic Structures*, vol. 9.

Potter, Barry et Jack Diamond (1999). The Expenditure Aggregates and Data Sources. Dans *Guidelines for Public Expenditure Management*. Washington, D.C. : FMI.

Reserve Bank of Zimbabwe (2023). Taux de change Disponible à l'adresse suivante : [www.rbz.co.zw/index.php/research/markets/exchange-rates?view=archive&catid\[0\]=13](http://www.rbz.co.zw/index.php/research/markets/exchange-rates?view=archive&catid[0]=13).

Banque centrale d'Afrique du Sud (2023). Publication d'une base de données mensuelles sélectionnées Disponible sur www.resbank.co.za/en/home/what-we-do/statistics/releases/selected-statistics. Consulté le 18 avril 2023.

Nations Unies (2023). *Situation et perspectives de l'économie mondiale 2023*.

Nations Unies, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (2019). *Étude économique et sociale de l'Asie et du Pacifique 2019 : Ambitions au-delà de la croissance*. Publication des Nations Unies.

Vanek, Monique (2023). Malawi delivers Africa's biggest rate hike this year. Bloomberg, 27 avril.

Andrews, David (2021). Government capital expenditure and economic growth: an empirical investigation. *Asian Journal of Economics, Business and Accounting*, vol. 21, n° 8.

Groupe de la Banque mondiale (2022). The World Bank in Africa. Disponible à l'adresse suivante : www.worldbank.org/en/region/afr/overview. Consulté le 5 mars 2023.

_____ (2023a). Base de données DataBank. Disponible à l'adresse suivante : <https://databank.worldbank.org/>. Consulté le 5 mars 2023.

_____ (2023b). *Leveraging resource wealth during the low carbon transition*. Africa's Pulse, n° 27 (avril). Washington, D.C. : FMI.